

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 12/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOSTIK**

Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi  
BP 20114  
60880 Le Meux

Références : IC-R/449/25-CN/SF  
Code AIOT : 0005107182

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement BOSTIK implanté Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi BP 20114 60880 Le Meux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOSTIK
- Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi BP 20114 60880 Le Meux
- Code AIOT : 0005107182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BOSTIK, située sur la commune de Le Meux, est spécialisée dans la fabrication et le conditionnement de mastics et colles polyuréthanes et hybrides.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2022.

Les activités de la société sont notamment soumises au régime de l'autorisation pour les rubriques 3410 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques) et 4110 (toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
4	Compte rendu d'inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
6	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
5	Fréquence des requalifications périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités. Il est nécessaire de solder ces dernières dans les meilleurs délais, afin d'assurer une exploitation

conforme à la réglementation.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une liste d'équipements sous pression ne répondant pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.  Sur la forme, la liste n'est pas conforme car le régime de surveillance ne répond pas aux exigences de l'arrêté ministériel (avec ou sans plan d'inspection).  Sur le fond, le récipient de la marque OLAER (dans le couloir technique PU) est identifié comme étant au chômage sans toutefois que l'exploitant ne justifie du respect du guide chômage (Décision BSERR n° 21-036 du 20 décembre 2021).  <b>Non-conformité (fait modéré) n° 1 :</b> la liste des équipements présentée n'est pas conforme à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande d'action corrective n° 1 :</b> il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de mettre à jour sa liste des équipements sous pression conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.  <b>Observation n° 1 :</b> au-delà des équipements listés par l'exploitant, un autre équipement pouvant également être soumis au suivi en service a été relevé sans que toutes les informations nécessaires

n'aient pu être relevées pour l'affirmer (manque de donnée sur le groupe du fluide contenu). Il conviendra de justifier si cet équipement est soumis ou non aux dispositions du suivi en service de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il s'agit de l'équipement de la marque FESTO (PS = 16 bars et V = 10 L), présent au niveau du "déboxing packland".

*Nota : le relevé d'équipements non recensés ne se veut pas exhaustif. Il a été établi en fonction des lieux visités, des indications fournies par l'exploitant et de l'accessibilité des équipements.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Dossiers des équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

[...]

#### **Constats :**

Les dossiers des équipements suivants ont été consultés :

- récipient de la marque ZILMET dans le local chaufferie 1 (mis en service en 2020, PS = 6 bars, V = 200 L) ;
- récipient de la marque WATT dans le couloir technique PU 2 (mis en service le 18/10/24, PS = 8 bars, V = 150 L) ;
- récipient de la marque PAUCHARD dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L) ;
- récipient de la marque HYDAC dont l'identification de l'accessoire de sécurité est SO 004 (mis en service en 2018, PS = 330 bars, V = 2,5 L) ;
- récipient de la marque ASTRA dans le local compresseur (mis en service le 14/08/25, PS = 16 bars, V = 80 L) ;
- récipient de la marque OLAER au conditionnement (mis en service le 01/03/19, PS = 330 bars, V = 20 L).

L'ensemble des équipements est suivi sans plan d'inspection.

#### **Récipient de la marque ZILMET dans le local chaufferie 1 (mis en service en 2020, PS = 6 bars, V = 200 L)**

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- le compte rendu de l'inspection périodique (IP) du 17 juillet 2024 ;
- la déclaration de conformité CE ;
- l'identification des accessoires de sécurité (certificat de tarage de soupape (n° 566 et n° 567) du 14 novembre 2018).

Les documents suivants étaient absents :

- le registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles [...] ;
- la notice d'instructions ;
- les documents techniques et les plans et schémas.

#### **Récipient de la marque WATT dans le couloir technique PU 2 (mis en service le 18 octobre 2024, PS = 8 bars, V = 150 L)**

L'exploitant n'a pas présenté de dossier lors de la visite.

L'exploitant a transmis par mail du 20 octobre 2025 le document technique de l'équipement.

**Réceptier de la marque PAUCHARD dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L)**

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- les comptes rendus des IP du 13 mars 2025, 21 avril 2016 et du 01 mars 2010 ;
- l'attestation de requalification périodique (RP) du 18 février 2021 ;
- l'attestation CE de l'accessoire de sécurité (soupape dont l'année de fabrication est 2020) ;
- le PV d'épreuve du 04 novembre 1998.

Les documents suivants étaient absents :

- le registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles [...] ;
- l'état descriptif initial ou reconstitué.

**Réceptier de la marque HYDAC dont l'identification de l'accessoire de sécurité est SO 004 (mis en service en 2018, PS = 330 bars, V = 2,5 L)**

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- le compte rendu de l'IP du 07 février 2023 ;
- la notice d'instructions ;
- les documents techniques ;
- les plans et schémas ;
- l'identification de l'accessoire de sécurité (déclaration de conformité n° 476/22 du 01 octobre 2022).

Le registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles [...] était absent.

**Réceptier de la marque ASTRA dans le local compresseur (mis en service le 14 août 2025, PS = 16 bars, V = 80 L)**

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- la déclaration de conformité CE ;
- l'identification de l'accessoire de sécurité ;
- la notice d'instructions.

Le registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles [...] était absent.

**Récepteur de la marque OLAER au conditionnement (mis en service le 01 mars 2019, PS = 330 bars, V = 20 L)**

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- le compte rendu de l'IP du 07 février 2023 ;
- la déclaration de conformité CE.

Les documents suivants étaient absents :

- la notice d'instructions ;
- les documents techniques ;
- les plans et schémas ;
- l'identification de l'accessoire de sécurité.

**Non conformité (fait modéré) n° 2 :** les dossiers des équipements sous pression consultés sont incomplets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective n° 2 :** il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de compléter les dossiers d'exploitation des équipements sous pression consultés lors de la visite (cf. ci-dessus) conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 :** Fréquence des inspections périodiques sans PI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récepteurs mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est



porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

#### **Constats :**

Le respect des fréquences des inspections périodiques (IP) des équipements suivants a été contrôlé :

- récipient de la marque ZILMET dans le local chaufferie 1 (mis en service en 2020, PS = 6 bars, V = 200 L) ;

- récipient de la marque WATT dans le couloir technique PU 2 (mis en service le 18 octobre 2024, PS = 8 bars, V = 150 L) ;

- récipient de la marque PAUCHARD dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L) ;

- récipient de la marque HYDAC dont l'identification de l'accessoire de sécurité est SO 004 (mis en service en 2018, PS = 330 bars, V = 2,5 L) ;

- récipient de la marque ASTRA dans le local compresseur (mis en service le 14 août 2025, PS = 16 bars, V = 80 L) ;

- récipient de la marque OLAER au conditionnement (mis en service le 01 mars 2019, PS = 330 bars, V = 20 L).

#### **Récipient de la marque ZILMET dans le local chaufferie 1 (mis en service en 2020, PS = 6 bars, V = 200 L)**

L'exploitant a présenté le compte rendu de l'IP du 17 juillet 2024.

#### **Récipient de la marque WATT dans le couloir technique PU 2 (mis en service le 18 octobre 2024, PS = 8 bars, V = 150 L)**

L'équipement ayant été mis en service en 2024, la première IP devrait avoir lieu en 2027. Dans la liste des équipements de l'exploitant, cette dernière est prévue pour 2028.

**Réceptif de la marque PAUCHARD dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L)**

L'exploitant a présenté les comptes rendus des IP du 13 mars 2025, 21 avril 2016 et du 01 mars 2010.

**Réceptif de la marque HYDAC dont l'identification de l'accessoire de sécurité est SO 004 (mis en service en 2018, PS = 330 bars, V = 2,5 L)**

L'exploitant a présenté le compte rendu de l'IP du 07 février 2023.

**Réceptif de la marque ASTRA dans le local compresseur (mis en service le 14 août 2025, PS = 16 bars, V = 80 L)**

L'équipement ayant été mis en service en 2025, la première IP devrait avoir lieu en 2028. Dans la liste des équipements de l'exploitant, cette dernière est prévue pour 2029.

**Réceptif de la marque OLAER au conditionnement (mis en service le 01 mars 2019, PS = 330 bars, V = 20 L)**

L'exploitant a présenté le compte rendu de l'IP du 07 février 2023.

Compte tenu que la périodicité n'a pas été dépassée depuis les dernières inspections périodiques, l'Inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n° 2:** la fréquence maximale de la première inspection périodique (3 ans) suivant la mise en service de trois équipements (marques ZILMET, HYDAC et OLAER cités ci-dessus) n'a pas été respectée.

**Observation n° 3 :** la périodicité maximale entre chaque inspection périodique (4 ans) n'a pas été respectée depuis 2010 pour le réceptif de la marque PAUCHARD.

Compte tenu que la périodicité n'a pas été dépassée depuis les dernières inspections périodiques, l'Inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative.

N° 4 : Compte rendu d'inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Prise en considération des observations faites lors d'un contrôle

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

**Constats :**

Les comptes rendus des inspections périodiques (IP) des équipements suivants ont été contrôlés :

- récipient de la marque ZILMET dans le local chaufferie 1 (mis en service en 2020, PS = 6 bars, V = 200 L) ;
- récipient de la marque PAUCHARD dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L) ;
- récipient de la marque HYDAC dont l'identification de l'accessoire de sécurité est SO 004 (mis en service en 2018, PS = 330 bars, V = 2,5 L) ;
- récipient de la marque OLAER au conditionnement (mis en service le 01 mars 2019, PS = 330 bars, V = 20 L).

**Récipient de la marque PAUCHARD dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L)**

L'exploitant a présenté les comptes rendus des IP du 13 mars 2025, 21 avril 2016 et du 01 mars 2010. Le compte rendu de 2010 n'était pas contresigné alors qu'il faisait l'objet d'observations.

<b>Non-conformité (fait modéré) n° 3 :</b> l'exploitant n'a pas contresigné le compte rendu d'inspection périodique du 01 mars 2010 comportant des observations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Demande d'action corrective n° 3:</b> il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de contresigner le compte rendu d'inspection périodique du 01 mars 2010 comportant des observations, conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Fréquence des requalifications périodiques sans PI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>

<p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique du 18 février 2021 du récipient de la marque PAUCHARD situé dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L).</p> <p>En outre, le marquage réglementaire indiquant le succès de la requalification périodique du récipient de la marque PAUCHARD aux dates du 18 février 2021 et 06 janvier 2011 ainsi que la marque dite à "tête de cheval" ont été constatés sur la plaque constructeur de l'équipement lors de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Compétence du personnel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le récipient de la marque PAUCHARD situé dans le local compresseur (mis en service en 2000, PS = 10 bars, V = 1500 L) est soumis à déclaration initiale de mise en service (DMS).</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté la reconnaissance d'aptitude requise pour son personnel de conduite de cet équipement.</p> <p><b>Non-conformité (fait modéré) n° 4 :</b> l'exploitant n'a pas présenté la reconnaissance d'aptitude requise pour son personnel de conduite du récipient de la marque PAUCHARD situé dans le local compresseur (PS = 10 bars, V = 1500 L).</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action corrective n° 4 :</b> il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de formaliser la reconnaissance d'aptitude de son personnel de conduite pour son équipement soumis à DMS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois